

levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions.

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite, — puisqu'il y avait possibilité de retraite, — quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes : exciter le mécontentement des soldats contre les officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts : il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente — non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, — dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale — le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit ; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre, qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le Gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le Comité central imagina des élections « légales » à la Commune. Il entra en pourparlers avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la « légalité ».

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais en réalité, ces pourparlers n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la « légalité » et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état « légal », les députés,

les maires, etc., espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune « légale ».

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous, n'est qu'une commune parmi beaucoup d'autres communes. Paris ne veut rien imposer à personne ; il ne lutte pas pour la dictature si ce n'est pour la « dictature de l'exemple ».

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise : l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation, les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale : ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas ; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste — du genre de l'anarchisme mondain — couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste — héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois — est sans doute le côté le plus faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous « forme de lutte contre le centralisme despotique » et contre la discipline « étouffante » se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français, — communisme socialiste et communisme syndicaliste — s'en délivrera, mieux ce sera pour la révolution prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il in-